Migration ordinaire, travail forcé, tortures – de la Guinée à la France : le parcours d'un résistant

vendredi 15 décembre 2017, par Correspondant(es) (Date de rédaction antérieure : 14 décembre 2017).

Voici le récit poignant de Mohammed, jeune Guinéen de 16 ans, installé depuis le 15 novembre avec des dizaines d'autres sans-papiers, à l'Université de Nantes, où des étudiantEs et militantEs soutenant les migrantEs occupent les bâtiments universitaires de la Censive et du Château du Tertre (voir notre article). Un témoignage d'une lucidité saisissante, qui jette une lumière crue sur les conditions de la migration ordinaire.

Pourquoi as-tu voulu quitter ton pays ?

J'aurais été au chômage, là-bas les diplômes ne sont pas considérés, les gens qui ont du travail sont ceux qui donnent de l'argent pour ça. C'est du donnant donnant : si tu ne donnes pas d'argent, tu n'as pas de travail. C'est comme cela dans toute la Guinée, quel que soit le système politique si tu veux entrer dans les bureaux tu dois donner de l'argent du coup seuls ceux qui en ont peuvent avoir un travail.

Tu es donc parti pour le Mali ...

Je suis parti avec des amis, mon frère aussi mais lui est décédé. Je suis venu par la Libye. De Guinée je suis parti au Mali. Nous avons traversé le désert dans un camion, on ne nous a presque pas donné à manger pendant 2 semaines. Nous avons d'abord été vendus par les passeurs au chef rebelle Mohammed Talenta. Les hommes ont été vendus comme esclaves, les 15 femmes ont été vendues pour servir d'esclaves sexuelles.

Les autorités maliennes sont-elles au courant de ce trafic d'être humains ?

Le gouvernement malien le sait très bien et l'ONU aussi : les passeurs nous ont laissés dans une grande cour déserte et un hélicoptère de l'ONU est venu. Les casques bleus nous ont dit : « vous, vous n'êtes pas Français ». Ils nous ont laissés entre les mains du chef rebelle. L'ONU est complice, je leur en veux beaucoup ; l'armée française aussi est complice, elle seule a le droit d'atterrir sur ce territoire, cela n'a pu se faire qu'avec leur accord.

On est restés environ une semaine. C'était des travaux forcés, on creusait des canalisations à longueur de journée. Le chef rebelle pouvait aller et venir avec ses amis. Ils venaient chercher du pétrole. Ensuite nous avons été vendus à des Algériens. Ils nous disaient : « nous on n'est pas des Africains ». ils venaient chercher les filles la nuit pour qu'elles leur servent d'esclaves sexuelles.

Ils nous disaient, à nous les garçons, d'appeler nos parents, de leur dire qu'il fallait donner de

l’argent pour nous libérer. L’un de nous a appelé sa maman, il pleurait au téléphone. Sa maman a envoyé de l’argent, quand ils ont eu l’argent ils l’ont emmené dans un camion, on ne l’a pas revu. Ils l’ont tué.

Comment êtes vous arrivés en Libye ?

Nous avons été vendus à un autre passeur, Ben Ouali, qui allait en Libye. Nous avons essayé de nous enfuir pendant le voyage qui a duré un jour, nous étions environ 15. Mais nous avons été repris et ramenés à notre passeur par les autorités locales. Là-bas il n’y a pas de police, tout le monde est armé et peut faire ce qu’il veut. C’est un moyen de gagner de l’argent.

Les représailles ont dû être terribles ?

En arrivant nous avons été mis en prison et torturés. On nous a demandé d’appeler nos parents, toujours pour leur demander de l’argent contre notre libération. C’est quelque chose qui est bien connu. En 2015, 2016, ça existait déjà même si c’est seulement maintenant qu’on en parle. Tout le monde connaît les passeurs, leurs méthodes, mais l’État n’a jamais rien dit.

Vous étiez nombreux en prison ?

Oui, très nombreux, on ne pouvait pas dormir allongés… Les femmes s’allongeaient mais les hommes dormaient assis. C’était la prison de Zabrata.

Comment en es-tu sorti ?

Nous nous sommes enfuis. C’était difficile, il y avait des murs, avec des barbelés, et c’était gardé partout par des hommes armés. On a cassé les murs et les barbelés, on a couru en groupe et les hommes armés ont tiré sur nous. Certains n’ont pas pu s’enfuir, ils sont morts. C’est là que j’ai perdu mon frère.

Ensuite, vous êtes partis pour l’Europe ?

Non, ensuite on est arrivé à un ancien camp militaire. Il y avait des travaux de rénovation du camp, là on a travaillé pour les militaires, ils nous donnaient même un peu d’argent. Puis ils ont voulu nous « confier » à un passeur qui devait nous faire partir en Europe.

On n’avait plus confiance mais on n’avait pas le choix. Et surtout on voulait arriver en Europe.

Comment la traversée pour l’Europe s’est-elle passée ?
On a été embarqués dans un camion jusqu’à la mer, et vers 23 heures on a pris un bateau. On était 115. Hommes, femmes et enfants.

La traversée a duré une semaine du lundi au lundi, sans manger ni boire. On buvait l’eau de mer ou notre urine. Une femme a accouché sur le bateau.

Enfin un gros bateau nous a récupérés. Beaucoup étaient morts. On est arrivés à Lampedusa. On nous a dit tout de suite : ici on n’aime pas beaucoup les Africains.

En Italie, on s’est occupé de vous ?

On nous a ensuite envoyés à Rome. Une association, Integra, devait nous prendre en charge mais en fait on était dans la rue. J’ai mangé une seule fois. On était aussi en difficulté avec la langue, ne comprenant pas l’Italien.

On est tombés malades, mais à l'hôpital on n'a pas été soignés. Il y avait un racisme important, on nous disait : vous comprenez, nous en Italie on n'a pas colonisé l'Afrique, on n'est pas responsable de votre situation, c'est à la France de vous prendre en charge… Je ne sais pas ce que les autres sont devenus. On a pris le train pour Vintimille. On y est restés 2 jours. À Vintimille on a pris un autre train pour Nice.

Comment êtes vous finalement arrivé à Nantes ?

Dans le train il y avait la police, on s'est cachés dans les toilettes, ils sont allés chercher une clé, mais on a bouché les serrures, et le temps que tout cela se passe, on était en France ! On a pris plusieurs trains jusqu'à arriver à Nantes. À Nantes on était dans la rue, une dame nous a dit : « Je ne connais rien aux problèmes de les migrants mais si vous êtes mineurs allez voir la police elle va vous aider ». La police nous a envoyé vers l'association qui évalue si nous sommes mineurs.

Ils ne nous ont pas crus : « ce n'est pas possible de parler aussi bien Français si vous êtes mineurs », et puis il faut donner le nom et la date de naissance de votre mère, de votre père et de vos grands parents. Je ne les savais pas et ils n'ont pas voulu me considérer comme mineur . Et pourtant j'avais un extrait d'acte de naissance avec moi. J'ai donc vécu dans la rue, pendant 8 mois.

Comment te sens-tu ici ?

C'est mieux que dans la rue. Je suis d'abord allé à l'ancienne école des Beaux-Arts mais on a été expulsés. Ici on mange tous ensemble, il n'y a pas de racisme, on est considéré comme un être humain. Les gens qui viennent nous voir sont gentils, ils nous aident, ils nous donnent des cours de français, d'anglais, d'informatique…

Quel est ton but maintenant ?

Je voudrais continuer des études et devenir ingénieur. J'ai perdu mon papa mais ce qui me soutient c'est que je garde contact avec ma maman, c'est pour elle que je veux m'en sortir, tant que je vivrai c'est la pensée de ma maman qui me donne ma force.

Propos recueillis, à Nantes, par Claudine et Sandra

* Jeudi 14 décembre 2017, mise à jour Jeudi 14 décembre 2017, 17:15 : https://npa2009.org/actualite/antiracisme/de-la-guinee-nantes-le-parcours-dun-resistant

---

Nantes : là-bas ils fuient la guerre, ici ils vivent à la rue

Ce sont des jeunes migrantEs venus pour la plupart d'Afrique subsahélienne, que la poésie administrative avait dénommés mineurs isolés étrangers (MIE), désormais mineurs non accompagnés (MNA).

L'hiver arrivant, les militantEs soutenant ces jeunes migrantEs – déboutés du droit d'asile par la préfecture – ont décidé d'occuper l'ancienne école des Beaux-Arts située en plein centre-ville de Nantes. Aucune structure et aucune solution n'avaient été trouvées pour la soixantaine de jeunes à la rue. La réponse de la mairie socialiste fut ferme et rapide à l'issue d'une seule journée

d’occupation : le 19 novembre, plus de 120 CRS ont évacué à coups de matraque les occupantEs pacifiques. La disproportion de l’intervention en a surpris plus d’un mais c’était sans compter sur les calculs électoraux des prochaines municipales. Les militantEs ont alors pris la décision d’une occupation pacifique du campus.

Un carrefour plus qu’une occupation

Une occupation sans écueils, dont l’organisation a été le mot d’ordre central. D’abord il fallait loger les jeunes migrantEs, les nourrir, les aider à se reconstruire. Ensuite, il fallait être visibles et rompre l’isolement. Enfin, en les entourant des équipes militantes étudiantes, il était possible de concevoir une protection relative tout en créant une pression sur la présidence d’université.

Une fois aménagées les salles du sous-sol de la Censive, un des bâtiments situé au milieu du campus de sciences humaines, c’est une petite Commune qui a vu le jour. Un garde-manger propre et organisé pouvant nourrir des dizaines de personnes, des salles d’études avec des livres à disposition, sans oublier des commodités adaptées, des espaces de repos et un lieu de vie commun. Une fois la position consolidée, les jeunes sont venus plus nombreux chaque jour. La présidence d’université n’était pas enthousiaste mais ne voulait pas prendre la responsabilité d’une évacuation. Tout en demandant l’évacuation des locaux universitaires, elle a commencé à s’agiter auprès de la mairie et du département, qui est légalement responsable de l’accueil des mineurEs.

La recherche de l’extension

Le succès de l’occupation a fait venir d’autres migrantEs et l’espace de Censive est vite devenu exigu. Une idée a été portée, celle d’occuper un château – plutôt une maison de maître – située sur le campus. Elle présentait le double avantage d’être une solution aux limites de place et d’avoir une portée symbolique, cette ancienne grande demeure ayant été celle d’un commerçant enrichi par le commerce triangulaire.

À l’initiative de doctorants en histoire et sociologie notamment, un appel de soutien en direction du milieu universitaire a été lancé. Non sans quelques tensions, l’appel a été largement appuyé par les organisations syndicales, du Sgen-Cfdt à Solidaires en passant par le Snesup. Un appel centré sur le droit à l’éducation et contre l’expulsion. Cela a suffi pour que la présidence fulmine.

Des équipes visitent les cours pour présenter la lutte, avec souvent un bon accueil, malgré parfois l’hostilité de certains professeurs et certaines filières. Qu’importe ! Il faut œuvrer à faire connaître ce combat légitime. On évoque l’idée de parrainages, tout en gardant à l’esprit une défense collective unie. Des professeurs seraient volontaires, des lettres ont été envoyées à des élus municipaux que l’on sait sensibles à ces problèmes. Quelques artistes, comme Dominique A, ont apporté leur soutien.

À ce jour, rien n’est gagné et tout reste à conquérir. Les obstacles juridiques et administratifs sont énormes mais la principale difficulté est politique. Samedi 9 décembre, nous étions 1200 dans la rue à manifester, avec détermination et calme autour de nos frères et sœurs sans-papiers.

Correspondant

* Hebdo L’Anticapitaliste - 409 (14/12/2017). Mercredi 13 décembre 2017, mise à jour Mercredi 13 décembre 2017, 18:30 :
https://npa2009.org/actualite/antiracisme/nantes-la-bas-ils-fuient-la-guerre-ici-ils-vivent-la-rue